

# Agreste Données

# Midi-Pyrénées

Numéro 75 – juillet 2013

## Résultats RICA Midi-Pyrénées - Analyse financière

### 2011 : L'embellie se confirme, sauf pour les éleveurs

**En 2011 comme en 2010, les marchés agricoles orientés à la hausse ont permis le redressement des résultats économiques de l'agriculture régionale. La forte volatilité des cours mondiaux des matières premières agricoles impacte directement les performances des filières agricoles. En 2011, le revenu des cultivateurs a nettement progressé alors que les éleveurs ont subi le renchérissement de leurs charges d'approvisionnement. Que leurs résultats soient bons ou mauvais, on assiste, dans toutes les orientations de production, à un processus de décapitalisation qui illustre le manque de confiance dans l'avenir qu'ont en général les agriculteurs.**

Début 2013, la trésorerie des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées demeure consolidée, suite à trois années consécutives d'envolée des cours des céréales et des fruits. L'excédent brut d'exploitation s'est sensiblement redressé et, en corollaire, le montant des capitaux propres et la capacité d'autofinancement se sont accrus. Le besoin en fonds de roulement (correspondant au financement du cycle de production) est largement couvert par le fonds de roulement constitué par les ressources stables (capitaux permanents). En conséquence, les trésoreries retrouvent des niveaux d'étiage pour assurer une optimisation des flux financiers. Ces bonnes performances économiques concernent les céréaliers, les arboriculteurs, les exploitations de polyculture-polyélevage et, dans une moindre mesure, les éleveurs de bovins lait. Pour ces derniers, la baisse du prix du lait et l'envolée du coût de l'alimentation animale en 2012 entraîneront une détérioration sérieuse de leurs résultats. Début 2013 leur situation s'avèrera particulièrement tendue.

le renchérissement de l'alimentation animale lié à l'envolée du prix des céréales depuis l'automne 2010.

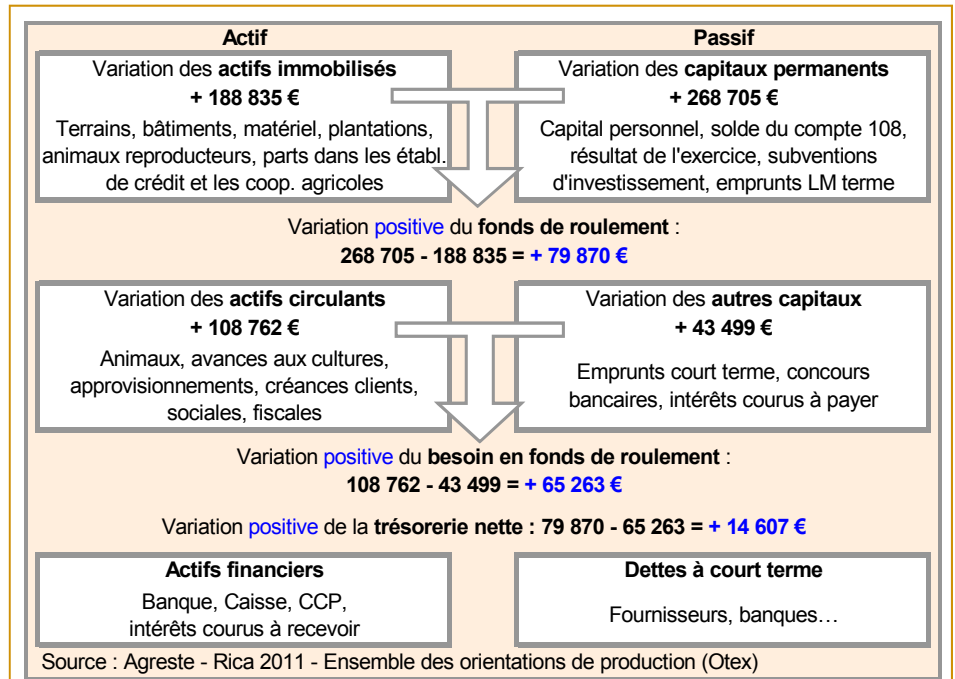
Le niveau global des investissements corporels (y compris foncier agricole), significatif en 2010, a légèrement décliné en 2011 (-0,3 %). Seuls les céréaliers et les exploitations de polyculture-polyélevage ont augmenté leurs investissements. La décapitalisation se poursuit, le montant des investissements ne couvrant pas la dotation aux amortissements. En règle générale, les exploitants de Midi-Pyrénées ont préféré recourir à l'autofinancement en 2011 et l'encours des prêts à long et moyen terme a diminué par rapport à 2010.

L'examen des soldes intermédiaires de gestion indique une augmentation de la valeur ajoutée (+ 9,5 %) et de l'excédent brut d'exploitation (+ 5 %). Mais cela ne vaut que pour les céréaliers, les arboriculteurs, les exploitations de polyculture-polyélevage et, dans une moindre mesure, les éleveurs laitiers. Pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins, la détérioration des principaux indicateurs économiques a été inéluctable, l'augmentation des prix des productions animales n'ayant pas compensé la forte inflation des charges d'alimentation. De ce fait,

#### Rica 2011

Les éleveurs de bovins viande et les éleveurs d'ovins subissent de plein fouet

Tableau de financement 2011 des exploitations de Midi-Pyrénées (valeurs moyennes par exploitation)



l'augmentation de la capacité de financement n'est pas proportionnelle à celle du besoin de financement du cycle d'exploitation. In fine, cela se traduit par une diminution de la trésorerie nette des exploitations d'élevage.

En 2011, la hausse du montant des capitaux permanents (+ 3,2 %), déjà initiée en 2010, entraîne notamment un repli du taux d'endettement : 31,8 % contre 33,3 % en 2010.

### Elevages : la plupart des indicateurs sont dans le rouge

#### Elevages de bovins viande

En 2011, les capitaux permanents ont été amputés de 4 % par rapport à 2010, en raison notamment d'une forte chute des recours aux emprunts à long et moyen terme.

Même si le chiffre d'affaires s'est élevé de 7,4 %, en lien avec le raffermissement des cours des gros bovins et veaux destinés à l'abattage, la valeur ajoutée s'est effondrée de 25 %.

Il s'avère que l'inflation significative des charges d'approvisionnement (+ 18,6 %) et notamment du coût de l'alimentation (+ 28,5 %) n'a pas été compensée par la hausse des cours des animaux destinés à la vente.

De plus, les subventions d'exploitation n'ont pas permis de maintenir le niveau de l'excédent brut d'exploitation, en recul de 5,3 % par rapport à celui de 2010. En conséquence, les capitaux propres ont diminué de 3 %.

Baisse des capitaux propres et baisse de l'encours des prêts à long et moyen terme ont abouti à la dégradation du fonds de roulement.

Dans le même temps, le besoin en fonds de roulement s'est élevé de 11,3 %, en réponse à l'envolée des charges d'approvisionnement.

In fine, la trésorerie nette, en repli de 12 % par rapport à 2010, est très dégradée.

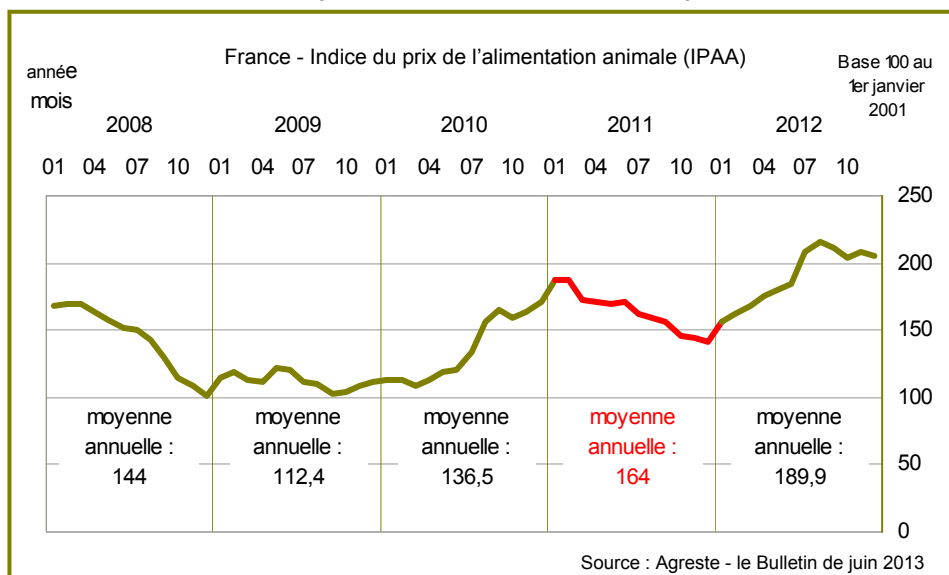
Avec en moyenne 4 359 € d'investissements corporels en 2011, la chute des investissements entre 2010 et 2011 est de 61 %. Plus grave encore, ce phénomène est récurrent depuis 2009 et s'exprime par une décapitalisation systématique et inquiétante dans cette orientation de production. La détérioration des trésoreries des exploitations les plus fragiles va poser à très brève échéance la question de leur pérennité.

#### Elevages d'ovins viande

Le scénario qu'ils ont vécu en 2011 est similaire à celui observé pour les éleveurs de bovins viande.

Ils n'ont pu tirer bénéfice de l'augmentation des cours des agneaux de boucherie : leur chiffre d'affaires a crû d'environ 2 % mais ce gain a été totalement annulé par l'augmentation des charges d'approvisionnement (+ 7,7 %). Avec une valeur ajoutée négative, seules les subventions d'exploitation ont permis que l'excédent brut d'exploitation soit positif,

### Les aliments pour animaux se renchérissent chaque année



mais en repli de 9 % par rapport à 2010. La détérioration des performances économiques de cette activité a conduit à l'effondrement du résultat courant avant impôt (RCAI) : - 17 % par rapport à l'année précédente.

#### Elevages d'ovins lait

En zone de Roquefort, la légère augmentation du prix du lait de brebis par rapport à 2010 (+ 1,3 %), cumulée à un maintien du volume de production, a permis une progression du chiffre d'affaires d'environ 6 %. Mais avec l'envolée du montant des charges d'approvisionnement (+13 %), et notamment du coût de l'alimentation (+36,1 %), la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation ont respectivement reculé de 1 % et 1,5 %. L'impact sur les trésoreries a été inéluctable et elles ont diminué de plus de 10 %.

La perte de fluidité des trésoreries aggrave les incertitudes sur l'avenir dans un contexte où les ventes de Roquefort ont tendance à stagner voire à diminuer. Ainsi la chute des investissements corporels (- 21 % entre 2010 et 2011) reflète

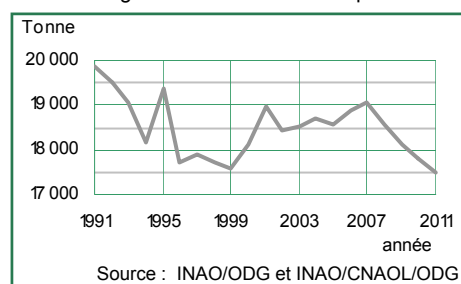
le manque de lisibilité sur le long terme dans cette filière.

#### Lait de vache : Trop d'incertitudes

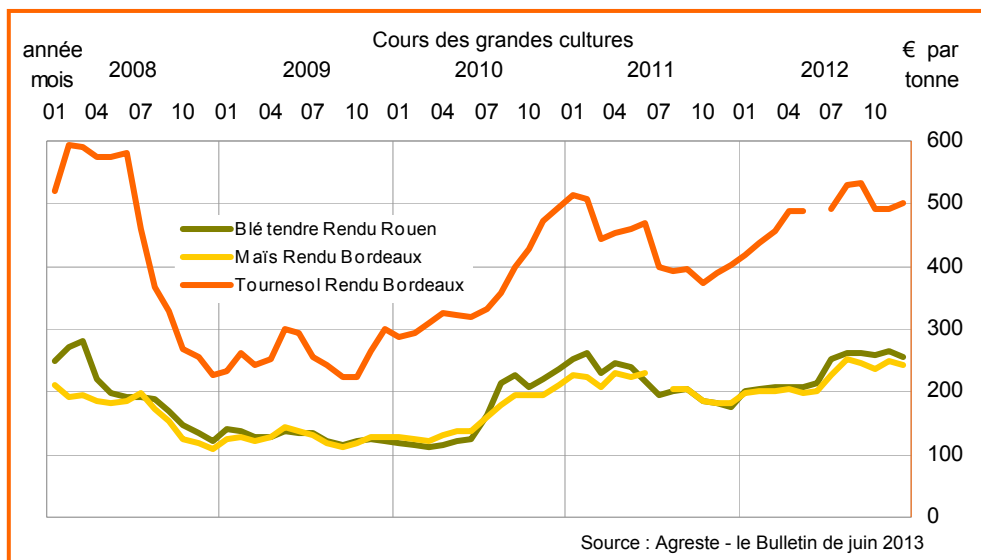
Compte tenu de l'augmentation des livraisons et du prix du lait payé aux éleveurs de **bovins lait** en 2011, ces derniers ont pu globalement maintenir le cap.

Malgré l'inflation des charges d'approvisionnement (+ 22 %) et surtout des charges d'alimentation (+ 33 %), le revenu par unité de travail non salarié (RCAI/UTANS) a augmenté de 11 %. La consolidation de l'EBE et du RCAI a été affectée prioritairement à l'accroissement des

Tonnage commercialisé de Roquefort



### Tendance haussière des cours



capitaux propres, ce qui a alimenté le fonds de roulement (en progression de 14 %), insuffisamment cependant pour répondre à l'évolution du besoin en fonds de roulement (+ 22 %). En conséquence, la trésorerie nette des élevages laitiers, de 10 260 € en moyenne, s'est repliée de 12 % par rapport à 2010. Cette perte de fluidité des trésoreries a assombri les perspectives au regard du contexte économique particulièrement tendu dans cette activité. Du fait d'un manque de visibilité sur l'avenir, les investissements corporels ont baissé de 12 %. La décapitalisation en biens corporels s'est poursuivie, (- 10 855 € par exploitation). Sachant que le niveau des capitaux permanents s'est accru bien que l'encours des prêts à long et moyen terme ait diminué, le taux d'endettement a baissé de deux points entre 2010 et 2011 pour atteindre 32 %.

En 2011, l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion (chiffre d'affaires, VA, EBE, RCAI) ont progressé par rapport à l'année précédente.

En 2012 cette activité subira un renversement de tendance dramatique lié d'une part à la baisse tant des livraisons que du prix du lait et d'autre part à la poursuite du renchérissement de l'alimentation. Début 2013, la situation de nombreux élevages laitiers s'avèrera très tendue, avec l'effondrement de leurs performances économiques et la fonte de leurs trésoreries. Les négociations en cours dans la filière sur le prix du lait payé aux producteurs seront déterminantes pour l'avenir de ces exploitations.

### Céréales : l'embellie se poursuit

En 2009, avec la forte rétraction des cours mondiaux des céréales, les exploitations de **grandes cultures** avaient subi une nette dégradation de leurs performances économiques et la fonte de leurs trésoreries. L'année 2010 avait été marquée par un revirement des cours mondiaux des céréales, la tendance haussière se poursuivant et s'amplifiant encore les années suivantes. Tout cela a contribué à une remise à niveau, et surtout une consolidation de ces exploitations.

Le chiffre d'affaires des céréaliers de Midi-Pyrénées a progressé de 9 % entre 2010 et 2011, à l'identique de la moyenne nationale, pour atteindre 119 958 € par exploitation. La valeur ajoutée a augmenté de 8 % malgré le renchérissement des intrants (+ 14 %). L'excédent brut d'exploitation a gagné environ 6 % bien que les subventions d'exploitation aient diminué de 2 %. La consolidation des fondamentaux a permis d'alimenter les capitaux permanents, à 238 430 € en moyenne par exploitation (soit une hausse de 6,5 % par rapport à 2010). Cette hausse est avant tout liée à celle des capitaux propres (+ 7,4 %), l'encours des emprunts à long et moyen terme n'ayant progressé que de 3,7 %.

Le fonds de roulement, qui atteignait

92 114 € par exploitation, couvrait ainsi largement le besoin en fonds de roulement (72 504 € par exploitation).

La trésorerie nette des céréaliers de Midi-Pyrénées a augmenté de 14 % pour représenter 19 610 € par exploitation.

La confiance étant au rendez-vous des filières grandes cultures, les investissements corporels des fermes céréalières régionales ont progressé de 9,5 %. En 2011 les céréaliers ont fortement investi en matériel, le montant des acquisitions de nouveau matériel et d'outillage atteignant 23 071 € par exploitation contre 18 653 € en 2010.

Bien que les investissements soient encore en deçà de la dotation aux amortissements, la décapitalisation en biens corporels a été ramenée à - 3 916 € par exploitation, alors qu'en 2010 elle atteignait - 5 077 €.

Cette embellie se poursuit les années suivantes, avec l'évolution particulièrement favorable des cours mondiaux des céréales.

### Fruits : la sérénité retrouvée

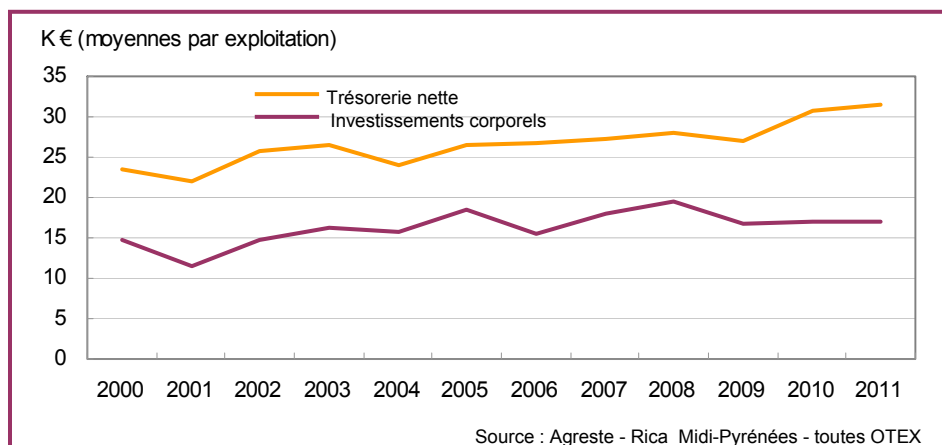
Après une campagne fruitière 2009 mauvaise, la campagne 2010 avait permis d'initier une amélioration des résultats

économiques des **exploitations fruitières** régionales grâce à un raffermissement des prix et un maintien des volumes de production. Ce processus s'est poursuivi et amplifié en 2011. Tous les soldes intermédiaires de gestion ont augmenté, le ratio RCAI/UTANS s'est élevé en moyenne à 28 110 € par exploitation, plaçant l'arboriculture régionale en seconde position derrière les grandes cultures. Les capitaux permanents ont progressé d'environ 20 % grâce à une augmentation significative des capitaux propres. Le fonds de roulement s'est accru de 10 % et a couvert le besoin en fonds de roulement, malgré l'augmentation significative des charges d'approvisionnement (+ 23 %).

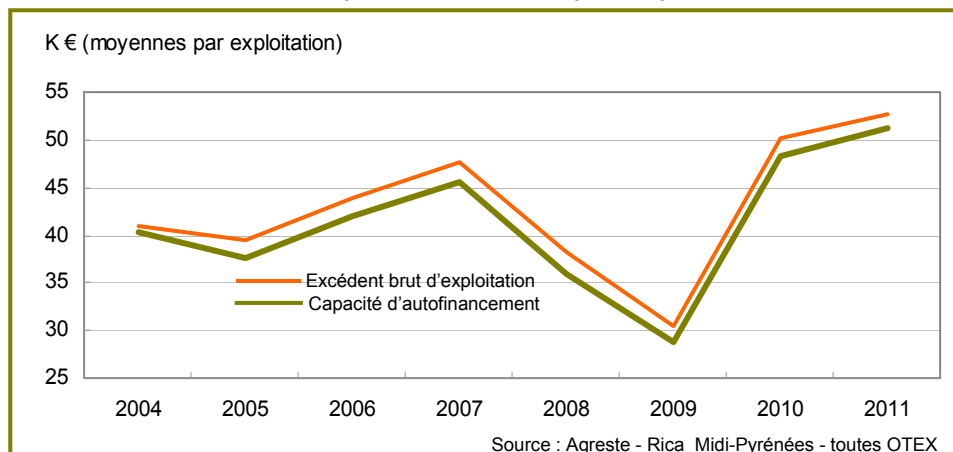
La trésorerie nette des exploitations a atteint une moyenne de 20 638 € par exploitation, en nette progression (15 337 € en 2010). Malgré ces bonnes performances économiques et la consolidation des trésoreries, les arboriculteurs ont peu investi en 2011, en comparaison des deux années précédentes (plus de 26 000 € en 2009 comme en 2010).

De plus, les investissements 2011 ont été largement autofinancés, les nou-

### Consolidation des trésoreries, faiblesse des investissements



### Très forte corrélation entre performance économique et capacité d'autofinancement



veaux emprunts à long et moyen terme (11 180 € en moyenne) ont été sensiblement inférieurs aux montants de 2009 et 2010 (plus de 27 000 € pour chacune de ces deux années). Aussi, le niveau de décapitalisation a atteint - 13 620 € par exploitation, alors qu'il était nul en 2009 et 2010. Au regard de ces éléments, le taux d'endettement des exploitations fruitières de la région, à 43 %, s'est replié de trois points par rapport à 2010. Par la suite, en 2012, les arboriculteurs de la région verront la production chuter de 20 %. La tendance haussière des cours de la pomme permettra de compenser le manque à gagner, sauf pour les exploitations ayant subi des pertes de production supérieures à 30 %.

### Un bilan contrasté

Pour l'ensemble des productions de la région et pour la seconde année consécutive, les résultats d'activité, mesurés par la capacité d'autofinancement, ont progressé de 2 %, avec des évolutions très divergentes selon les orientations. Comme pour les éléments de bilan, la dégradation a concerné, en premier, les éleveurs d'ovins viande dont la capacité d'autofinancement a diminué d'environ 10 %. L'érosion de cet indicateur a été également très forte pour les éleveurs de bovins viande (- 6 %). En ovins lait comme en polyculture-polyélevage, la capacité d'autofinancement s'est rétractée de 1 %. A l'opposé, les arboriculteurs ont enregistré une hausse de 18 %, suivis par les éleveurs de bovins lait et les céréaliers (+ 6 % chacun). Ces évolutions très dissemblables sont fortement liées à celles, favorables ou défavorables, des prix des produits agricoles, qui impactent l'équilibre financier

des comptes de résultat et, in fine, l'autonomie financière des exploitations.

### Les faiblesses structurelles demeurent

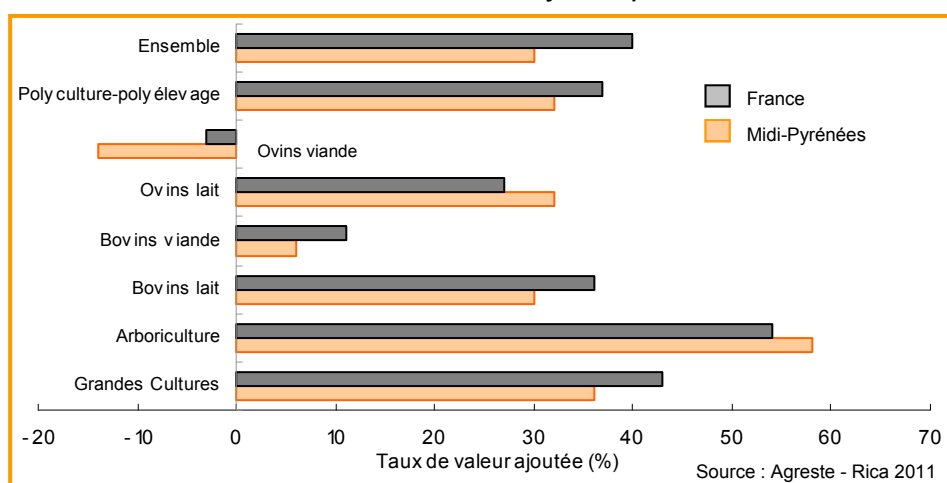
L'année 2011 s'est caractérisée par une amélioration significative des conditions de marché pour les céréaliers et les arboriculteurs. Ces conditions favorables ont positivement impacté leurs performances économiques. Si tous les ratios 2011 ont augmenté, la faiblesse des performances économiques persiste en comparaison d'autres régions et de l'échelon national. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée à la production) est inférieur de dix points à la moyenne française, mettant en évidence une moindre efficacité globale des consommations intermédiaires dans les exploitations agricoles en Midi-Pyrénées.

Le " décrochage " d'efficacité des moyens de production demeure significatif pour les exploitations de grandes cultures avec un taux de valeur ajoutée de 36 % en 2011, contre 44 % en région Centre, soit un écart de huit points, guère moins élevé que celui de 2009 (dix points).

Les élevages de bovins viande de Midi-Pyrénées ont un taux de valeur ajoutée très modeste (4 %), alors qu'il est de 16 % en Bourgogne.

Seules les exploitations fruitières ont un ratio supérieur à la moyenne nationale, bien qu'inférieur de neuf points à celui de la région Pays-de-la-Loire. Cette situation découle d'une modernisation technique et commerciale du verger régional, principalement en ce qui concerne la production de pommes.

Faiblesse de l'efficacité des moyens de production



### Le RICA

Le réseau d'information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès d'environ 85 000 exploitations agricoles. Réalisé dans les vingt-sept Etats membres selon des définitions et des règles communes, il permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne.

En France, l'échantillon observé en 2011 regroupe 7 411 exploitations. Le champ couvert correspond aux 308 145 exploitations de dimension moyenne ou grande, c'est-à-dire dont la production brute standard (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 euros.

En Midi-Pyrénées, l'échantillon est de 478 exploitations, permettant de donner des résultats représentatifs pour les 8 principaux systèmes de production. Il couvre un champ de 25 911 exploitations en 2011. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant de 453 exploitations.



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale  
Cité administrative - Bât. E  
Bd Armand Duportal  
31074 TOULOUSE cedex  
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr

Directeur régional par intérim : Bruno LION  
Directeur de la publication par intérim : Jean-Pierre CASSAGNE  
Rédactrice en chef : Dominique AYMARD  
Rédaction : Serge LADOIS  
Composition : Dany GAYRAUD  
Impression : SSP Toulouse  
Dépôt légal : à parution ISSN n° 0246-1803

Prix : 4€50 (gratuit à l'unité)  
© Agreste 2013

La productivité du travail (valeur ajoutée par actif) des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées est, en 2011, de 20 617 € par unité de travail annuel, inférieure de 17 000 € à la moyenne française.

L'écart de productivité du travail est particulièrement fort pour les céréaliers : 30 652 € en Midi-Pyrénées, 51 612 € en moyenne française, 56 682 € en région Centre.

Quant au rendement économique de l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées (45 %), il est légèrement supérieur à la moyenne française (43 %), grâce à la part des subventions dans l'excédent brut : 60 % contre 38 % pour l'ensemble des exploitations françaises, soit 22 points d'écart. En 2009, cet écart était de 33 points. Les exploitations de Midi-Pyrénées dépendent fortement des mesures de soutien à l'agriculture, même en situation de marchés favorables.

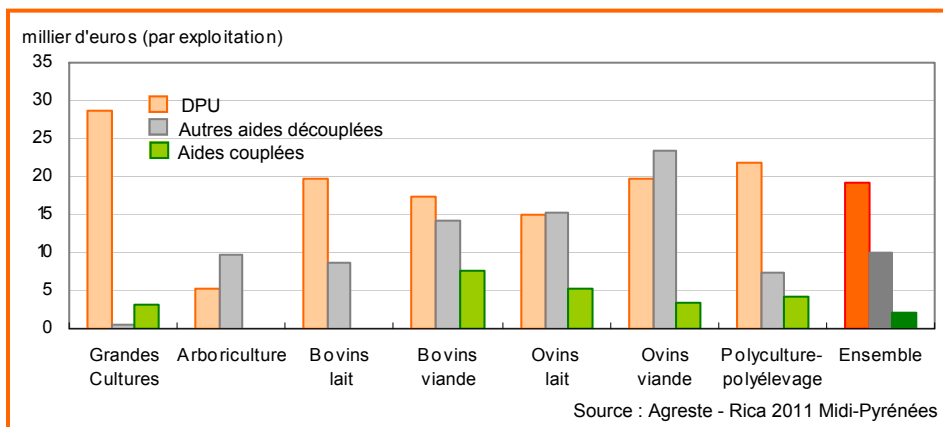
### La quasi totalité des aides sont découplées

2011 est la sixième année où le régime des aides à l'agriculture répond aux exigences des accords de Luxembourg sur la politique agricole commune (PAC). Ces derniers ont institué d'une part les droits à paiement unique (DPU) par hectare, et d'autre part un découplage d'abord partiel puis, depuis 2010, quasi total

des aides liées à la production. Le montant moyen des DPU régionaux par exploitation s'élève à 19 107 €, moins qu'en moyenne nationale (22 275 €). Le montant des DPU varie selon l'orientation technico-économique des exploitations, en raison du maintien différencié des aides couplées pour certaines productions. Pour les exploitations céréalnières, dont les subventions sont significativement découplées, le montant total des aides s'élève en moyenne à 31 976 €, dont 28 699 € de DPU, et 92 % des ai-

des sont découplées. Pour les éleveurs de bovins viande, le montant global des aides est de 39 171 €, dont 17 265 € de DPU, et 19 % des aides restent couplées. Ce sont les arboriculteurs qui reçoivent le moins d'aides directes (14 982 €), découplées à 100 %, et le montant des DPU est ramené à 5 320 €. L'ensemble des subventions perçues s'élève en moyenne à 31 383 € par exploitation en Midi-Pyrénées, ce qui représente 104 % du résultat courant avant impôts.

Poids significatif des aides



## Lexique

**Rendement économique brut** : Excédent brut d'exploitation / Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)

**Capacité d'autofinancement** : résultat d'exploitation augmenté de la dotation aux amortissements

**Fonds de roulement** : différence entre actifs stables et capitaux permanents

**Besoin en fonds de roulement** : stocks circulants + valeurs réalisables à court terme - dettes à court terme (sauf crédits de trésorerie bancaires)

**Trésorerie nette** : valeurs disponibles – crédits de trésorerie bancaires

**Taux d'endettement** : ratio de l'ensemble des dettes à court et moyen terme sur le passif total

### Pour en savoir plus :

Résultats régionaux 2011 : [www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr/Donnees-statistiques](http://www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr/Donnees-statistiques)

- RICA France-Tableaux standards 2011 nationaux, Agreste Chiffres et données Agriculture n° 218 Février 2013

Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr) (rubriques : En région Midi-Pyrénées-Enquêtes-Données en ligne)  
Résultats nationaux et régionaux

Site Internet des résultats européens du Rica : [http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index_fr.cfm)

MOYENNES PAR EXPLOITATION pour les principaux systèmes de production	Ensemble France	Ensemble Midi- Pyrénées	Midi-Pyrénées						
			Grandes cultures	Fruits	Bovins lait	Bovins Viande	Ovins Lait	Ovins- Viande	Polyculture et Polyélevage
Nombre d'exploitations de l'échantillon	7 411	478	136	32	40	56	44	41	58
Nombre d'exploitations représentées	308 145	25 911	6 219	802	2 224	4 503	1 935	2 161	3 725
Part de chaque catégorie (%)	///	100,0	24,0%	3,1%	8,6%	17,4%	7,5%	8,3%	14,4%
<b>CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES</b>									
<b>Surface agricole utilisée (en hectares)</b>	<b>85,3</b>	<b>79,7</b>	<b>97,6</b>	<b>33,4</b>	<b>65,9</b>	<b>87,4</b>	<b>67,6</b>	<b>123,7</b>	<b>85,6</b>
dont SAU en fermage	69,6	50,8	72,7	28,8	36,6	44,5	44,1	52,7	62,4
Surface en productions végétales	81,2	71,0	90,1	31,7	64,1	79,5	67,6	70,1	83,1
Surface fourragère principale	36,5	34,4	4,3	0,9	48,8	70,9	55,3	56,6	31,8
<b>Effectifs animaux (UGB<sup>1</sup>)</b>	<b>83,4</b>	<b>57,3</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>71,4</b>	<b>88,8</b>	<b>64,0</b>	<b>93,3</b>	<b>49,6</b>
Bovins (UGB)	44,7	31,8	2,6	0,0	71,2	88,2	6,7	8,3	42,5
Ovins (UGB)	37,7	13,2	0,1	0,0	0,1	0,5	57,3	84,5	2,3
<b>Nombre d'UTA<sup>2</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>6,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>
dont UTA non salariées	1,4	1,4	1,3	1,7	1,5	1,2	1,5	1,3	1,3
Unité monétaire : millier d'euros									
<b>FINANCEMENT ET ÉLÉMENTS DU BILAN</b>									
Fonds de roulement net	116,7	79,9	92,1	144,6	60,6	71,5	70,3	61,1	88,5
Capacité d'autofinancement	78,3	51,2	60,2	79,4	57,9	33,1	59,3	35,6	57,4
- Prélèvements privés	42,1	25,7	29,9	39,2	25,9	23,6	29,7	15,2	22,4
<b>= Autofinancements</b>	<b>36,2</b>	<b>25,5</b>	<b>30,3</b>	<b>40,2</b>	<b>32,0</b>	<b>9,5</b>	<b>29,6</b>	<b>20,4</b>	<b>35,0</b>
Actif immobilisé	240,2	190,9	148,2	158,5	258,4	234,0	203,1	185,2	223,8
Actif circulant	164,8	107,3	118,6	198,3	88,9	89,4	94,6	78,2	124,3
dont stocks	98,8	51,0	52,4	32,5	46,5	53,8	33,1	30,9	58,3
Capitaux propres	242,5	203,8	182,5	196,6	237,4	253,6	197,9	176,2	242,9
Endettement total	163,8	95,0	85,6	162,4	110,9	70,3	104,5	89,3	106,1
<b>SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION</b>									
<b>Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)</b>	<b>191,3</b>	<b>117,5</b>	<b>120,0</b>	<b>271,3</b>	<b>140,8</b>	<b>60,3</b>	<b>105,9</b>	<b>52,8</b>	<b>128,6</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
- Charges d'approvisionnement	66,8	46,9	43,6	47,1	56,6	29,4	39,8	29,5	50,4
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	48,2	35,0	33,2	68,1	42,3	27,1	32,7	30,5	37,1
<b>= Valeur ajoutée hors fermage</b>	<b>76,8</b>	<b>35,7</b>	<b>43,5</b>	<b>156,1</b>	<b>42,0</b>	<b>3,8</b>	<b>33,4</b>	<b>-7,2</b>	<b>41,3</b>
+ Subventions d'exploitation et indemnités d'assurance	33,2	32,8	33,4	15,2	29,3	39,8	36,8	47,3	34,4
- Fermage	12,7	7,7	11,2	10,1	6,8	6,1	6,3	3,7	9,6
- Impôts	2,2	1,5	1,9	1,5	1,1	1,1	0,6	1,0	1,4
- Charges de personnel salarié	12,8	6,7	3,0	78,2	3,0	1,8	1,9	0,5	5,5
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>82,3</b>	<b>52,6</b>	<b>60,8</b>	<b>81,5</b>	<b>60,4</b>	<b>34,6</b>	<b>61,4</b>	<b>34,9</b>	<b>59,2</b>
+ Transfert de charges et aut. produits	0,4	0,8	0,8	1,4	1,0	0,4	0,1	2,5	1,0
- Dotation aux amortissements	28,2	20,9	21,5	31,5	24,9	18,3	21,9	15,3	25,1
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>54,5</b>	<b>32,5</b>	<b>40,1</b>	<b>51,4</b>	<b>36,5</b>	<b>16,7</b>	<b>39,6</b>	<b>22,1</b>	<b>35,1</b>
+ Produits financiers	0,6	0,5	0,7	1,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,6
- Charges financières	5,2	2,9	2,6	5,2	3,7	2,2	2,7	2,5	3,1
<b>= Résultat courant avant impôts (ou RCAI)</b>	<b>49,9</b>	<b>30,1</b>	<b>38,2</b>	<b>47,4</b>	<b>33,0</b>	<b>14,6</b>	<b>37,0</b>	<b>19,8</b>	<b>32,6</b>
+ Profits et charges exceptionnels (cessions actifs-quote part subv. invest.)	6,1	3,6	4,0	1,3	4,5	3,0	4,8	-7,9	3,1
<b>= Résultat de l'exercice</b>	<b>56,0</b>	<b>33,7</b>	<b>42,2</b>	<b>48,7</b>	<b>37,5</b>	<b>17,6</b>	<b>41,8</b>	<b>11,9</b>	<b>35,7</b>
Charges sociales de l'exploitant	10,0	6,4	6,8	8,6	7,3	5,1	7,3	6,8	6,6
<b>SUBVENTIONS</b>									
Total Aides (Couplées et découplées)	31,4	31,4	32,0	15,0	28,6	39,2	35,4	46,4	33,4
Dont aides couplées	1,6	2,2	2,7	0,0	0,1	7,7	5,2	3,5	4,2
Dont aides découplées	29,8	29,2	29,3	15,0	28,5	31,5	30,2	42,9	29,2
Dont DPU	22,3	19,1	28,7	5,3	19,8	17,3	15,1	19,6	21,9

Source : AGRESTE-RICA : Résultats définitifs 2011

1 UGB : Unité gros bétail - 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovine correspond à 0,15 UGB

2 UTA : Unité de travail annuel - une UTA équivaut à la quantité de travail fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année